

Paolo Flores d'Arcais

FASCISME ET BERLUSCONISME

Le fascisme, régime de la violence totalitaire

L’Italie de Berlusconi n’est pas le fascisme. La dictature ploutocratique du *Cavaliere* Silvio Berlusconi n’est pas la dictature politique du *Cavaliere* Benito Mussolini¹.

Le fascisme, c’était avant tout la violence de milices politiques à laquelle on donna le nom de « squadrisme ». Des bandes armées, les *squadre*, qui mettaient le feu aux sièges du syndicat, des partis de gauche et des maisons du peuple, qui agressaient des personnalités de manière individuelle (même parmi les catholiques réformistes), en les frappant jusqu’au sang et en les contraignant à boire de l’huile de ricin pour ajouter l’humiliation à la violence. Piero Gobetti, jeune écrivain-éditeur libéral, qui dialoguait avec le Gramsci théoricien des conseils d’usines, mourra précisément des suites de l’agression qu’il avait subie².

1. Silvio Berlusconi est chevalier de l’Ordre national du travail, tandis que Benito Mussolini était chevalier de la Grande croix de l’ordre militaire d’Italie. (*N. d. T.*)

2. Piero Gobetti, né à Turin le 19 juin 1901 et mort à Paris le 16 février 1926, ami de Luigi Einaudi, qui fut président de la République italienne de 1948 à 1955, défendit des idées libérales tout en étant attaché à l’idée de justice sociale dans les nombreuses revues qu’il créa : *Energie nuove* (1918-1920), *La rivoluzione liberale* (1922-1925), *Il Baretti* (1924) où il exprima vigoureusement son opposition au

Le fascisme n'a été *dans son essence même* que violence, il est inséparable de la violence, il fut une conquête *violente* du pouvoir, dans la subversion ouverte des lois. Violence et subversion – que cela soit clair – que l'on aurait pu facilement arrêter si la grande partie des forces politiques et institutionnelles « modérées » avait considéré que la légalité était une valeur supérieure au profit et aux priviléges. La violence fasciste a au contraire trouvé un soutien zélé dans la complicité d'organes cruciaux de l'État et l'acquiescement de tous les autres : du roi Victor Emmanuel III à l'armée, du chef du gouvernement Luigi Facta³ à l'ancien président libéral du Conseil Giovanni Giolitti⁴ jusqu'à Benedetto Croce. Ces deux derniers étaient convaincus de pouvoir utiliser le fascisme contre les « rouges » pour ensuite le « licencier » quand il aurait terminé le sale boulot. Illusion coupable de ceux qui n'étaient qu'à moitié des libéraux.

Une fois au gouvernement, Mussolini a transformé rapidement le pouvoir exécutif en pouvoir tout court, et grâce à des oppositions souvent indulgentes ou faibles, toujours divisées, et à des « porte-serviettes » du monde catholique et libéral, il a obtenu la consécration du consensus électoral⁵. Parvenu à ce point il n'a plus connu de retenue :

fascisme. Son livre principal s'intitule *La Révolution libérale* (Allia, 1999). En tant qu'éditeur, il publia une centaine de titres dont des œuvres de Giovani Amendola, qui mourut comme lui la même année en France des blessures infligées par les fascistes, de Luigi Einaudi ou de Gaetano Salvemini. Il fut agressé à plusieurs reprises par des milices fascistes, Mussolini ayant ordonné de rendre « difficile la vie de cet insignifiant opposant au gouvernement et au fascisme ». La tombe de Piero Gobetti se trouve au cimetière du Père-Lachaise. (N. d. T.)

3. Luigi Facta (1861-1930) fut président du Conseil du 26 février au 31 octobre 1922. Il fut nommé sénateur à vie en 1924 et ne s'opposa pas au régime fasciste. (N. d. T.)

4. Giovanni Giolitti (1842-1928) fut à onze reprises président du Conseil entre 1892 et 1921. Il vota en faveur du premier gouvernement de Mussolini en 1922 avant de prendre ses distances avec le régime. (N. d. T.)

5 *Consenso* en italien. Lors des élections d'avril 1924, le bloc nationaliste et fasciste obtint 64,9 % des voix. Le terme de consensus, utilisé ici à plusieurs reprises à propos de Mussolini et de Berlusconi, fait écho avec les analyses de Renzo de Felice qui qualifie que consensus l'attitude d'une majorité d'Italiens envers le régime fasciste, en particulier dans la période 1929-1936 (voir *Mussolini il Duce*, vol. I, *Gli*

il a dissous les autres partis, il a supprimé la liberté de la presse, il a fait assassiner le chef de l'opposition, Giacomo Matteotti⁶. Il a créé un système d'espionnage ouvertement fasciste, il a introduit de nouveaux délits politiques, en criminalisant toutes les formes de désapprobation et comme les magistrats ordinaires ne les appliquaient pas avec la sévérité souhaitée par le régime, il a institué un « tribunal spécial » pour prescrire des années de prison ou de « relégation⁷ ».

Mais la dictature fasciste ne s'est pas limitée à la violence, à la répression de toute forme de désaccord, même seulement potentiel. Elle ne s'est pas contentée de la destruction des partis, des syndicats, de la presse libre. Elle a eu la prétention d'incorporer de manière organique tous les Italiens au régime, de rendre obligatoires et

anni di consenso 1929-1936, Turin, Einaudi, 1974. Voir aussi Emilio Gentile, qui parle de « fabrique du consensus », *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Gallimard, « Folio histoire », 2004). Le consensus n'équivaut pas à l'adhésion pleine et entière ni à l'unanimité, mais plutôt à la gamme des ralliements, depuis celui du citoyen qui approuve le régime et son chef, faute de mieux, jusqu'à celui du militant fanatique. (N. d. T.)

6. Giacomo Matteotti (1885-1924), socialiste, dénonça le 30 mai 1924 le résultat des élections du 6 avril en déclarant à la Chambre des députés : « Nous contestons en ce lieu et immédiatement la validité des élections de la majorité. L'élection selon nous est essentiellement non valide et nous ajoutons qu'elle est non valide dans toutes les circonscriptions. » À la fin de son discours, il déclara à ses compagnons : « Pour ma part, j'ai fait mon discours. Quant à vous, préparez mon discours funèbre. » Dix jours après, il fut enlevé et assassiné, et son corps ne fut retrouvé que le 16 août à 25 kilomètres de Rome. Les cinq assassins furent jugés et trois d'entre eux furent condamnés à six ans de prison, mais ils furent amnistier au bout de deux ans. Mussolini, sans reconnaître qu'il avait ordonné cet assassinat, en revendiqua la responsabilité politique : « Si le fascisme a été une association de malfaiteurs, je suis le chef de cette association de malfaiteurs. Si toutes les violences ont été le résultat d'un climat historique, politique et moral déterminé, c'est moi qui l'ai créé avec une propagande qui va de l'intervention à aujourd'hui. » En 1947, les assassins furent de nouveau jugés et trois d'entre eux furent condamnés à la prison à vie, peine qui fut ramenée à trente ans de détention. (N. d. T.)

7. Résidence surveillée dans des îles presque inhabitées, sans possibilité de vie civile. La « villégiature » : c'est ainsi que la définirent avec amertume et de manière auto-ironique certains antifascistes qui eurent à la subir. Berlusconi, en revanche, pour réhabiliter Mussolini, déclara *sérieusement* que le Duce n'avait rien fait de plus grave contre ses opposants que de leur offrir des années de villégiature.

inévitables leur participation et leur collaboration, ainsi que l'identification entre le fait d'être fasciste et le fait d'être italien. Du berceau à la tombe.

En premier lieu à travers un système capillaire d'espionnage réciproque : dans chaque bâtiment, un « chef d'immeuble » d'obédience fasciste certifiée qui tenait informée la police secrète fasciste de n'importe quel soupçon ou même seulement d'une rumeur, de n'importe quelle blague contre le régime. Mais si nous nous en tenions là, nous n'aurions affaire qu'à de la répression. C'est au contraire la vie dans son entier qui s'est trouvé enrégimentée, fascisée. On commence dès l'enfance. Entre quatre et six ans, on devient « Fils de la Louve » ou « Filles de la Louve » (*Figli ou Figlie della Lupa*). À neuf ans, les garçons deviennent « Ballila⁸ » et les filles des « Petites Italiennes » (*Piccole italiane*), à quatorze ans respectivement « Avant-gardistes » (*Avanguardisti*) et « Jeunes Italiennes » (*Giovani italiane*). Entre dix-huit et vingt-deux ans on est enrôlé dans les « Faisceaux de combat de la jeunesse » (*Fasci giovanili di combattimento*) et dans les « Jeunes fascistes » pour les filles (*Giovani fasciste*) ainsi que dans la « Jeunesse italienne du Licteur » (*Gioventù italiana del Littorio*). Entre-temps les « boy-scouts » furent dissous.

Pour ceux qui parviennent aux écoles supérieures et à l'Université, l'encadrement passe par les « Groupes universitaires fascistes » (*Gruppi universitari fascisti*) qui possèdent également à partir de 1934 une compétition culturelle annuelle, les « Lictoriales » (*Littoriali*) dont les vainqueurs peuvent arborer le monogramme

8. C'est le surnom du garçon de Portoria (près de Gênes), Gianbattista Perasso, qui, le 5 décembre 1746, déclencha un soulèvement populaire contre l'arrogance des soldats autrichiens.

« M » en or sur la veste (« M » pour Mussolini). Dans tout l'éventail des âges, l'éducation est également paramilitaire, bien entendu : on commence par les fusils factices pour les Fils de la Louve et on finit par les entraînements des étudiants sous la devise « Livre et mousquet, fasciste parfait ».

Mais outre l' « éducation », c'est-à-dire l'endoctrinement fasciste de la jeunesse, il y a encore toute l'existence adulte durant laquelle tous les services sociaux d'un État-providence embryonnaire sont distribués à la seule condition d'une adhésion active au fascisme. C'est le cas des organisations suivantes : l' « Œuvre nationale de la maternité et de l'enfance » (*Opera nazionale maternità e infanzia*) qui fournit aux mères une assistance sanitaire avant et après l'accouchement ainsi que la prophylaxie et le traitement de la tuberculose infantile ; l' « Œuvre nationale des combattants et anciens combattants » (*Opera nazionale combattenti e reduci*), qui organise l'assistance sociale pour les militaires de la Grande Guerre (l'interventionnisme, d'abord, la « victoire mutilée »), ensuite, avaient été les moteurs pour l'ascension politique de l'ex-socialiste Mussolini) ; l' « Institut national fasciste pour la prévoyance sociale » (*Istituto nazionale fascista per la previdenza sociale*) qui fournissait une assurance contre le chômage, des allocations familiales, des allocations salariales pour les travailleurs mis au chômage momentané ou à temps partiel ; l' « Œuvre nationale des loisirs » (*Opera nazionale dopolavoro*) qui, selon les termes mêmes du régime, « veille à l'élévation morale et physique du peuple, à travers le sport, la randonnée, le tourisme, l'éducation artistique, la culture populaire ». Ajoutons les colonies de vacances pour les enfants et

les adolescents. Et, pour la « femme fasciste », les cours de secourisme, d’hygiène et d’économie domestique.

Cela pour le « temps libre ». Pour le temps des activités économiques, chaque travailleur et chaque entrepreneur est encadré dans les corporations et les syndicats du régime. En substance, il n’existe pas de moment ni d’aspect de la journée qui ne soit soustrait à l’enrôlement éthico-politique du régime. Son idéal est la *fascisation* de l’existence. Plus que tout, cette volonté totalitaire s’exerce à l’égard de la culture. L’autonomie séculaire des universités est démantelée : tous les enseignants sont appelés à jurer fidélité au fascisme. Tous s’y plieront, sauf douze (ou quatorze, selon d’autres calculs) sur 1 250. Le cinéma mérite un discours à part ; le régime lui donnera une énorme impulsion en ayant conscience de ses potentialités du point de vue de l’influence. Les films d’actualité qui précèdent la projection de tous les films sont strictement fascistes. Les films qui font explicitement de la propagande n’ont qu’un maigre succès, tandis que les deux filons qui attirent le grand public sont les péplums sur la Rome antique, qui cherchent à suggérer une analogie avec l’empire fasciste, et les « téléphones blancs⁹ », des histoires intimistes de la bonne bourgeoisie qui distraient des problèmes de la vie réelle.

Le fascisme, en somme, veut saturer de sa présence tous les champs de l’existence parce qu’il veut créer une nouveau type d’être humain. Le fascisme a en

9. Cette expression (« *telefoni bianchi* ») désigne les films à l’eau de rose de la période 1936-1943 dans lesquels les romances se jouent souvent avec au moins une scène au téléphone, qui est blanc car c’est une couleur plus chic que le noir, plus banal, et donc un marqueur de statut social. Il y est question d’une bourgeoisie aisée, dont on montre l’intérieur. On peut citer *I tre desideri* (1937) de Giorgio Ferroni ou bien *La fuggitiva* (1941) de Piero Ballerini. (N. d. T.)

effet sa propre doctrine et aussi son philosophe officiel, Giovanni Gentile. Il a sa « conception du monde » fondée sur des « vertus » rhétoriques et sur la rhétorique de prévarications indécentes (jusqu’aux lois raciales). Et il veut *modeler* chaque individu selon sa doctrine, en alternant la violence et l’engagement au moyen des services sociaux et de l’endoctrinement (« la carotte et le bâton », comme l’écrira Mussolini lui-même).

Le berlusconisme, régime fondé sur le contrôle des médias

Rien ou presque de tout cela dans l’Italie de Berlusconi, du moins jusqu’à présent. Aucune violence de milices, en premier lieu. Et la différence entre l’obéissance et le consensus obtenus par la violence physique ou atteints par la manipulation médiatique reste essentielle, surtout pour celui qui la subit, **malgré l’excessive idéologie de Francfort et des post-modernes** qui tend à la réduire à peu de choses en recourant à la catégorie abstraite de la « domination ».

Il existe une pluralité de partis, de titres de presse, d’organisations syndicales. À échéances régulières, un Parlement est élu à bulletins secrets. L’autonomie de l’Université est reconnue, les magistrats sont nommés par concours et sont « soumis à la seule loi », indépendants de l’exécutif. En somme, la Constitution officiellement en vigueur est encore la Constitution républicaine approuvée en 1948, née de la Résistance antifasciste. Une description simplement formelle des institutions ne laisse rien filtrer de

ce qui différencie l'Italie sous Berlusconi des critères internationaux d'une démocratie libérale.

Mais il est connu que les descriptions conventionnelles peuvent être trompeuses. Sur le papier, la Constitution stalinienne de l'URSS de 1936 était la plus démocratique que l'on n'ait jamais vue sur la planète entière. Et sans en arriver à ce gouffre entre la forme et la réalité, la politologie de tout bord sait que le mot pluripartisme peut exprimer (ou cacher) les réalités les plus diverses, parce que les conditions de fond dans lesquelles le vote se déroule sont essentielles, et ce sont elles que l'on définit comme les *présupposés* matériels ou socio-culturels de la démocratie. Dans un pays dominé par le narcotrafic et par le contrôle violent du territoire par ses bandes, il n'existe pas de vote formellement secret qui garantisse vraiment le libre choix du citoyen. Libre choix qui, pour s'exercer, implique aussi un niveau minimal d'informations vraies sur les faits et sur les candidats. Le principe « *un homme, une voix* » établit la *technique* pour l'exercice de l'autonomie de chacun, mais un contexte préliminaire de légalité et de sécurité, de droits politiques égaux d'information est nécessaire car sans lui le vote libre tend de manière asymptotique vers zéro, ce n'est qu'une chimère.

Jetons par conséquent un coup d'œil sur la constitution matérielle effectivement en vigueur dans l'Italie dominée par Berlusconi. Commençons par l'information. Plus précisément, par les deux indicateurs fondamentaux, l'impartialité (la fidélité à l'égard des faits) et la pluralité (chaînes de télé et de radio, agences de journalisme, titres de la presse écrite et – à ne jamais oublier – concessions publicitaires). En Italie, environ 90 % de la population s'informe exclusivement au moyen de la télévision. Or, si l'on

met à part une petite chaîne (« La 7 », avec une audience moyenne de 2-3 %¹⁰) Berlusconi contrôle *totalelement* l'information télévisuelle. Les six chaînes nationales sont pour moitié (les chaînes commerciales) directement sa propriété et, pour l'autre moitié (les chaînes publiques), elles le sont indirectement, contrôlées par la majorité gouvernementale qui impose ses hommes et ses programmes. Et, de fait, sur des dizaines de journaux télévisés et d'émissions de traitement de fond ou de discussion, seuls demeurent deux programmes dans lesquels les *faits* qui dérangent le gouvernement trouvent encore un espace (l'un d'eux, que Berlusconi a « ordonné » de fermer, est retransmis seulement grâce à une décision de la magistrature). Pour le reste, c'est le silence. Le « journalisme » télévisé ne se limite plus à manipuler ni à édulcorer les faits. Il les supprime, purement et simplement, chaque fois qu'ils peuvent jeter une ombre sur Berlusconi. Son bras droit, le sénateur Marcello Dell'Utri¹¹, a été condamné pour complicité externe dans une association mafieuse, également en appel, à sept ans de prison, mais le principal journal télévisé a annoncé son *acquittement* (parce qu'il n'a pas été condamné pour les chefs d'accusation des années les plus récentes).

La situation est différente pour la presse écrite, mais il n'y a que 10 % des Italiens qui lisent un quotidien (en comptant les journaux sportifs). Les journaux parlent désormais seulement à une élite restreinte. Et même dans la presse écrite Berlusconi possède ou contrôle de nombreux titres ainsi que la plus importante maison d'édition du

10. En augmentation vertigineuse – en un mois elle a dépassé les 10 % – depuis que début septembre son journal télévisé est dirigé par un journaliste de la droite modérée qui a dirigé pendant de longues années le journal de la chaîne de Berlusconi, et qui préfère pourtant faire le journaliste plutôt que le laquais.

11. Marcello Dell'Utri, né en 1941, sénateur appartenant au parti Popolo della libertà, est un collaborateur de Berlusconi depuis les années 1970 ; dirigeant à la Fininvest dans les années 1980, il a fondé avec lui le parti Forza Italia en 1994. (N. d. T.)

pays (Mondadori) et après avoir essayé vainement de s'emparer du quotidien le plus important d'Italie (*Il Corriere della sera*) il se prépare à une nouvelle tentative, maintenant qu'il a introduit des amis de confiance dans le noyau des actionnaires les plus importants.

Contre l'indépendance de la magistrature

Passons de l'information à la justice. Même si cela pouvait sembler impossible, les dommages que le régime de Berlusconi a déjà infligés à la « loi égale pour tous » sont encore plus graves. Laquelle en Italie est une conquête (partielle) très récente. Même après l'entrée en vigueur de la Constitution républicaine en 1948, la justice est restée fortement une « justice de classe » : impunité presque absolue pour tous les secteurs de l'*establishment*, rigueur et dureté pour le délinquant qui n'a pas de « saints au paradis ». Et, surtout, le principe rendu célèbre par le cynisme de Giovanni Giolitti au début du XX^e siècle a toujours continué de fonctionner : « Pour les amis, on interprète la loi, pour les ennemis, on l'applique. »

Les choses commencèrent à changer seulement dans les années 1970 grâce à une convergence de causes qu'il est impossible d'aborder ici (mais à laquelle n'est pas étrangère la « grande vague » du mouvement égalitaire de 68). Certains juges (aussitôt qualifiés polémiquement de « juges shérifs » par les journalistes conservateurs) se mirent à enquêter sur des scandales qui virent de grands groupes industriels et des personnalités du gouvernement impliqués dans des relations de corruption. Mais, en général, les affaires furent ensuite transférées au parquet de Rome (techniquement : il

s'en est saisi) que l'on surnomme le « port des marais » justement en raison de la manière systématique avec laquelle **il enlise** les procédures. Pourtant, dans les années 1980 les magistrats qui ne craignaient pas d'enquêter sur les puissants étaient de plus en plus nombreux, jusqu'à la fameuse enquête « *Mani pulite* » en 1992. Elle naquit d'un cas de corruption mineure (mais odieuse car elle concernait l'hospice des personnes âgées de Milan, « fleuron » de la cité qui remontait à 1771) qui finira par impliquer la totalité du système politique et tous les plus grands entrepreneurs italiens.

Ce fut le moment où l'administration de la justice s'approcha le plus de la prescription constitutionnelle, à savoir l'égalité de tous devant la loi, le caractère obligatoire de l'action pénale, l'indépendance **de la justice** soumise seulement à la loi.

Berlusconi est en train de détruire tout cela. Systématiquement. Et souvent avec la complicité, et de toute manière l'acquiescement, de l'opposition ex-communiste. Sur le plan du code pénal, il a fait approuver un nombre très important de lois *ad personam* qui ont dépénalisé les délits pour lesquels il avait été condamné en première instance ou pour lesquels il risquait de l'être dans l'avenir (lui ou ses amis, évidemment)¹². Une fois le délit disparu, l'acquittement devient automatique. De cette manière presque plus aucun crime typique des cols blancs ne peut être poursuivi. Un seul exemple, époustouflant : la dépénalisation de fait du « faux bilan » a eu lieu au moment même où Bush – Bush qui n'est certes pas un bolchevik ! – augmenta la peine pour ce délit **à plus**

12. Marco Travaglio en a répertorié et illustré des dizaines et des dizaines dans son livre *Ad personam*, Milan, Chiaralettere, 2010.

de vingt ans de prison, porté par la vague de l'indignation populaire en raison de certains scandales financiers.

Les dépénalisations s'accompagnent de lois procédurales qui ont rendu toujours plus faciles les échappatoires pour les inculpés (raccourcissement des délais de prescription, obstacles pour les commissions rogatoires internationales, etc.) ainsi que d'une politique des moyens matériels de la justice qui rend le travail des magistrats ingrat en raison du manque de ressources techniques et de personnel administratif. Il en résulte qu'avec un bon avocat le procès d'une personnalité « honorable » finit presque toujours en dehors du délai maximal et que le criminel reste impuni.

À tout cela s'ajoute l'intimidation institutionnelle et l'agression médiatique contre les magistrats qui continuent de faire leur travail. Pour en faire un recensement même sommaire, il faudrait un livre entier. Dans certains cas, il s'agit d'avertissements dans le plus pur style mafieux. Il s'agit toujours, de toute manière, d'un lynchéage médiatique d'une grande efficacité, qui convainc la partie la plus désinformée de la population que Berlusconi est victime d'une persécution des « toges rouges » (beaucoup de ses « inquisiteurs » appartiennent, au contraire, aux courants les plus modérés de la magistrature !). Ajoutons le nombre de mutations répétées de policiers, déplacés parce qu'ils étaient trop efficaces en poursuivant des enquêtes défavorables au pouvoir (un nombre impressionnant de cas, même si chacun d'eux, pris en lui-même, **ne fait pas de vagues**). Et ajoutons l'impunité que le gouvernement garantit (là encore avec la collaboration du centre gauche) aux responsables d'une véritable centrale de renseignements et de contrôles illégaux, liée à des parties dévoyées des services

secrets¹³. Centrale qui « attentionnait » (au mépris de la grammaire comme de la loi, bref qui *espionnait*) de nombreux magistrats, journalistes, intellectuels et entrepreneurs considérés comme des « ennemis » du pouvoir berlusconien (l'auteur de cet article a eu l'honneur de trouver son propre nom dans ces listes). C'est un miracle de constater que, malgré cette atmosphère de délégitimation qui dure désormais depuis presque vingt ans, il existe encore tant de magistrats qui, au milieu de difficultés croissantes, continuent de travailler **sans considérer que les puissants sont intouchables.**

La laïcité bafouée

Les choses ne vont pas mieux dans le domaine de l'école et de la culture. Ici, la destruction de l'autonomie critique ne passe pas par l'endoctrinement dans une idéologie totalitaire, mais par la création d'un environnement de « pensée unique » qui écrase dans la mélasse du conformisme et de la spectacularisation commerciale ce qui désormais se réduit à de la « consommation » culturelle. Du reste, la gestion du patrimoine culturel, qui est avec le patrimoine naturel la principale richesse du pays, a été enlevée aux spécialistes (archéologues, restaurateurs, historiens de l'art) et la direction des musées a été confiée, par exemple, à un ancien manager de McDonald's. La science est maltraitée avec des fonds pour la recherche ridicules, des nominations

13. Les activités illégales étaient dirigées par Pio Pompa, bras droit du général Pollari, chef du SISMI, le Service pour les informations et la sécurité militaire, mais le gouvernement a posé le secret d'État, bloquant ainsi les enquêtes en cours.

humiliantes (le vice-président du Conseil national pour la recherche¹⁴ (CNR) est un fondamentaliste catholique qui refuse le darwinisme et les chronologies standards ; il croit que les dinosaures et *homo sapiens* vivaient ensemble il y a quelques dizaines de milliers d'années¹⁵) et des émissions télévisées toutes imprégnées **du mystère et** de l'« objectivité » des miracles (Padre Pio, les madones qui pleurent du sang et autres superstitions). L'école publique est envoyée à la casse, le nombre des professeurs est réduit pour toutes les matières sauf pour la religion (dont les enseignants sont payés par l'État mais choisis par les évêques).

Le principe de laïcité de l'État, déjà piétiné en son temps par le Concordat fasciste et par l'article 7 de la Constitution qui, grâce à Togliatti, secrétaire du parti communiste, confirma le Concordat, a été par la suite, et cela quotidiennement, humilié. Le climat médiatique est d'une constante obséquiosité à l'égard du Vatican et la législation tente de transformer en délit ce qui pour la hiérarchie de l'Église est un péché : la loi sur la fin de vie qui annule la valeur du testament de vie et qui rend obligatoires l'alimentation et l'hydratation artificielles a déjà été approuvée par l'une des deux chambres. Dans de nombreux hôpitaux on a enlevé de fait aux femmes le droit d'avorter grâce à l'extension de l'objection de conscience aux médecins et aux infirmiers, dispositif fomenté par les autorités politiques. Une perquisition comme celle

14. L'équivalent du CNRS en Italie.

15. Il s'agit de Roberto de Mattei, qui a fait publier aux frais du CNR (dont le but est de promouvoir la recherche *scientifique !*) un ouvrage intitulé *Evoluzionismo. Il tramonto di una ipotesi* (*L'Évolutionnisme. Le crépuscule d'une hypothèse*) (Sienne, Cantagalli, 2009), où l'on soutient parmi d'autres sottises que le Grand Canyon s'est formé en seulement une année à cause du déluge universel, que le monde n'a pas des milliards ni des millions d'années, que la datation des fossiles est fausse, que les dinosaures vivaient encore il y a 20 000 ans et de manière plus générale que l'hypothèse scientifique de Darwin n'a jamais été démontrée, qu'elle est fausse et qu'elle provient de préjugés idéologiques antichrétiens.

qui a été opérée en Belgique est de la pure science-fiction envers la Conférence épiscopale en Italie. Les affaires entre la curie et les pouvoirs, en revanche (même aux limites de la loi et au-delà), sont une réalité quotidienne.

De la corruption aux crimes mafieux

Mais c'est dans la corruption et le mensonge que le régime célèbre son *hubris*. Des calculs officiels de la Cour des comptes évaluent le coût de la corruption à 60-70 milliards d'euros, un dommage qui pourtant s'accroît avec une myriade d'effets collatéraux (ouvrages publics nécessaires non réalisés, ouvrages inutiles réalisés à moitié puis suspendus, nominations d'incapables – mais fidèles au corrompu – dans tous les secteurs, y compris celui de la santé : un océan d'inefficacité et de gaspillage, sans compter les vols). Le Parlement a un taux de délinquance statistiquement supérieur à celui d'une banlieue malfamée : une vingtaine de condamnés de manière définitive (première instance, appel, cassation), un nombre très élevé de personnes sous enquête ou en jugement¹⁶. Au gouvernement on trouve un ministre nommé justement pour le soustraire à un procès et qui avait déjà été condamné à l'époque des *Mani pulite* (il a dû démissionner seulement à cause du soulèvement de l'opinion publique, même de droite), un sous-secrétaire d'État avec une demande d'arrestation pour association avec la Camorra, la découverte d'une vraie clique (*sic*, dans une interception téléphonique entre deux personnes sous enquête) pour le partage de marchés publics en tout genre. Chaque occasion est bonne, qu'il s'agisse du mondial de natation, du tremblement de

16. Voir les différentes éditions du livre avec des mises à jour constantes (*Se li conosci, li eviti* (« Si tu les connais, évite-les »), Milan, Chiarelettere, 2008) de Peter Gomez et Marco Travaglio.

terre qui a frappé l’Aquila ou de l’Expo de 2015 à Milan. Mais dans l’entourage berlusconien, il y a eu aussi la corruption des magistrats, et avant une sentence judiciaire deux juges de la Cour constitutionnelle sont allés déjeuner avec Berlusconi !

Du point de vue historique et journalistique, il est désormais établi que la naissance de Forza Italia a eu lieu sur fond de négociations entre des pans de l’appareil d’État et la Coupole de la mafia¹⁷. Du point de vue judiciaire, il existe des sentences qui épousent ouvertement une telle hypothèse, mais en l’absence de preuve, « au-delà de tout doute raisonnable », elles n’ont pas prescrit de condamnations. Pendant ce temps a émergé le fait que des services d’État corrompus étaient présents lors d’un premier attentat contre le juge Giovanni Falcone¹⁸ et des indices gigantesques s’accumulent sur les raisons de l’assassinat du procureur Paolo Borsellino¹⁹ (il voulait justement s’opposer à la négociation État-mafia-naissance de Forza Italia). Du reste, ce sont bien trois parquets qui sont en train d’enquêter sur les mystères de ces deux années décisives : 1992, avec l’assassinat de Falcone et de Borsellino ainsi que de leur escorte ; 1993, avec les attentats meurtriers contre le patrimoine artistique de Rome et de Florence²⁰ (et un

17. Il s’agit de l’assemblée au sommet de la hiérarchie de la mafia. (*N. d. T.*)

18. Giovanni Falcone (1939-1992) fut l’un des juges du pool anti-mafia dont l’action aboutit au maxi-procès de Palerme en 1987 où des centaines de mafieux furent condamnés. Il fut victime d’un attentat manqué le 21 juin 1989 sur la côte de l’Addaura, en Sicile. Il fut contesté par le Conseil supérieur de la magistrature italienne pour son action. Un jour après avoir été nommé « super-procureur » à Palerme, le 23 mai 1992, il périt avec son épouse et trois gardes du corps à Capaci lors de l’explosion d’une charge de 500 kg d’explosifs. (*N. d. T.*)

19. Paolo Borsellino (1940-1992) était procureur adjoint au parquet de Palerme quand il fut assassiné lors d’un attentat à l’explosif tuant également cinq gardes du corps, le 19 juillet 1992, Via d’Amelio, à Palerme, moins de deux mois après l’assassinat du juge Giovanni Falcone. Ami de celui-ci, il avait lui-même fait partie du pool anti-mafia. (*N. d. T.*)

20. L’attentat du 27 mai 1993 près de la Galerie des Offices de Florence a fait cinq morts et a causé des dommages aux œuvres d’art ; le 27 juillet, un attentat a tué cinq personnes à Milan, Via Palestro, près du pavillon d’art contemporain ; le 28 juillet, deux attentats ont eu lieu à Rome sans faire de victimes : l’un à la basilique Saint-Jean-du-Latran, l’autre à l’église San Giorgio in Velabro. Enfin, c’est le 31 octobre

massacre évité *in extremis* au stade olympique). Le rapport à la pègre de l'entourage de Berlusconi dépasse désormais de loin la fantaisie de Bertolt Brecht avec son Mackie Messer²¹.

Le règne du mensonge et de l'illusion

Si par rapport au crime et à la moralité le modèle littéraire se trouve chez Brecht, il se trouve en revanche chez Orwell pour ce qui concerne l'emploi de la communication à des fins de manipulation des esprits. Le système télévisuel berlusconien a réalisé le cauchemar de la novlangue, l'instrument avec lequel le Big Brother de *1984* réussissait à empêcher les masses de penser. Les mots sont tordus, grâce à la puissance de feu de la télévision, pour signifier l'opposé de tout ce qu'ils devraient vouloir dire. Désormais, il relève du sens commun que les magistrats qui inculpent Berlusconi et ses amis seraient des « magistrats politisés » (c'est exactement le contraire qui est vrai). Qu'un monopole télévisuel serait l'apothéose du « libre marché ». Que demander le respect de la Constitution équivaudrait à fomenter la haine (dans la lutte politique italienne, une fois refermée l'époque du terrorisme, c'était un *fair play* quasiment anglo-saxon qui dominait. C'est Berlusconi qui l'a rompu, en criminalisant ses adversaires et en utilisant un langage à cheval entre la vulgarité et la guerre de religion). Qu'en Italie il n'y aurait pas de crise économique. Que les impôts auraient diminué. Que s'ils augmentent, c'est la faute de l'euro et des précédents

qu'un attentat échoua au stade olympique de Rome : une voiture équipée d'une bombe devait exploser devant les fourgons des carabiniers et aurait pu provoquer un massacre immense. (N. d. T.)

21. Mackie Messer ou Mackie le Couteau, personnage de *L'Opéra de quat'sous*, de Bertolt Brecht. (N. d. T.)

gouvernements de gauche. Que les médias (y compris les siens !) seraient dominés par les « pouvoirs forts »²² et par le journalisme d’opposition, que ces mêmes « pouvoirs forts », de mèche avec la Cour constitutionnelle, violeraient le droit de la majorité à gouverner (entendu comme le droit de « faire ce qui nous plaît »). On pourrait continuer ainsi jusqu’aux calendes grecques.

Berlusconi est l’incarnation de Big Brother non seulement dans l’acception orwellienne, mais aussi dans celle de l’émission de télévision qui porte ce nom en Italie (l’équivalent de « Loft Story » ou de « Secret Story » en France²³). Quant au premier, nous avons vu qu’il ne se contente pas d’établir seulement la novlangue mais qu’il imite aussi les prétentions hallucinantes du « ministère de l’amour ». Il ne s’agit pas d’une exagération polémique : Berlusconi a baptisé « parti de l’amour » son organisation, en qualifiant de « parti de la haine » le centre gauche (ainsi que les magistrats et le journalisme libre). Et c’est sur cette invention manichéenne qu’il a déclenché une véritable vague de fanatisme, avec des rituels d’enthousiasme et de dévotion dignes de Ceausescu²⁴ : des slogans et des chansons et autres ricanements chaque fois qu’il apparaît parmi ses partisans. L’hymne de son parti, du reste, s’intitule avec une modestie toute simple : « Heureusement qu’il y a Silvio ! » (*Meno male che Silvio c’e !*).

22. Expression argotique qui se réfère à Cofindustria et aux appareils financiers et institutionnels qui conspireraient contre Berlusconi.

23 Ces émissions sont produites par la société Endemol ; elle s’appelle « Grande Fratello », « Grand Frère » en Italie, la traduction exacte de « Big Brother ». (N. d. T.)

24. Du reste, son « compagnon d’armes » le plus proche, Fedele Confalonieri, fidèle par son nom et ses actions, l’a défini une fois et de manière sérieuse comme un « Ceausescu bon ».

En ce qui concerne Big Brother au sens de l'émission télévisée, il en réalise, en revanche, l'apothéose de l'illusion qui se fait passer pour la réalité, c'est-à-dire une réalité prétendument en prise directe mais qui, en vérité, accomplit le scénario des *rêves* institués par le régime, bien qu'au-delà des scénographies à la Potemkine on ne trouve que des ruines. C'est ce qui s'est produit, par exemple, pour la « reconstruction » après le tremblement de terre de l'Aquila²⁵.

Dans cette contrefaçon de la démocratie il est évident que la controverse politique perd tout ancrage dans l'argumentation rationnelle. Les « faits » n'existent plus, mais personne n'est plus même contraint par les chaînes de la logique. On peut démentir aujourd'hui ce que l'on a affirmé hier, et l'on peut soutenir au cours du même *talk show* une opinion et son contraire, une opinion et le contraire des conséquences qui, logiquement, en découlent. Ce qui compte, c'est la capacité d'hurler en interrompant l'adversaire, l'histrionisme dans l'attitude, l'impudeur dans le mensonge, l'arrogance de la « belle présence » et de la vulgarité de l'insulte placée au bon moment. C'est toute la panoplie des sophismes sémantiques et pragmatiques stigmatisés dans les traités de rhétorique qui devient une « vertu ».

Le non-raisonnement devient une seconde nature pour le politique, mais aussi pour l'électeur. Ce dernier, en plus, pris dans le mépris du politique pour les faits et la logique, subit la fascination de la « volonté de puissance ». Mépris qui, étant acclamé au lieu d'être dénoncé, déborde sous la forme d'un délire d'omnipotence pour le politique et de **volupté dans la soumission** pour l'ex-citoyen.

25. Comme le raconte le film extraordinaire *Draquila* de Sabina Guzzanti, très applaudi à Cannes.

Comment la démocratie libérale est en train de disparaître

Donc, le régime de Berlusconi, ce n'est pas le fascisme. Mais c'est certainement une forme, nouvelle et inédite, de destruction des institutions libérales et démocratiques ainsi que de l'*ethos* public minimal qui lui sert de pilier. Que cela soit clair, nous laissons ici complètement de côté sa politique économique et sociale, la croissance exponentielle de l'inégalité, la dévastation de l'État-providence, le clivage créé par la richesse, parce que ce sont des phénomènes qui sont train d'attaquer et de ruiner toutes les démocraties d'Occident. Ici nous nous occupons uniquement de l'aspect *libéral* des démocraties modernes, des caractéristiques auxquelles il devrait être impossible de renoncer – tant pour les droites que pour les gauches.

Berlusconi est en train de vider de sa substance une des meilleures Constitutions démocratico-libérales du monde en substituant à un système de contrôle de légitimité, de balance des pouvoirs²⁶, de droits inaliénables des individus, la volonté despotique de celui qui, une fois obtenue une majorité électorale, est ainsi « oint du Seigneur ». Mais la majorité comme principe qui autorise tout, sans aucune limite, c'est un principe jacobin. L'opposé de la démocratie libérale, du « gouvernement limité » dont parlaient Jefferson et Madison. Si l'on veut donner une noblesse historique à un régime de pur affairisme, nous pourrions par conséquent définir celui de Berlusconi comme le jacobinisme des riches, un jacobinisme réactionnaire, un jacobinisme vendéen.

26. En français dans le texte. (*N.d.T.*)

Pour aller à l'essentiel : Berlusconi ne veut pas réduire la démocratie au plébiscite mais bien plutôt au sondage avec lequel chaque « citoyen » est isolé et privé de tout instrument culturel et social pour que son autonomie soit effective, sans défense devant un pouvoir médiatique, affabulateur, clientéliste, privé de contrepoids, et devant l'« homme de la providence » qui l'incarne. Pour Berlusconi, la vie publique est seulement une grande arène pour les publicitaires et les bonimenteurs, un gigantesque bazar. Ou, si l'on préfère, Berlusconi conçoit l'État à la mesure d'une entreprise, la démocratie comme une (**ou sa**) firme, dans laquelle il y a non pas des citoyens mais des employés et/ou des consommateurs, un actionnaire de référence et quelques actionnaires minoritaires et dans laquelle les décisions de l'administrateur délégué ne peuvent pas être entravées ou retardées. Voilà pourquoi, avec sa mentalité de nabab (mais qu'il est pourtant devenu grâce à l'appui politique de Bettino Craxi, ne l'oublions pas !), la division des pouvoirs, le gouvernement limité, les insurmontables contraintes constitutionnelles apparaissent vraiment incompréhensibles et irrationnels. Le régime de Berlusconi, ce n'est pas le fascisme, mais seulement parce qu'en réalité il est en train de réaliser une version post-moderne de l'État patrimonial d'« Ancien Régime »²⁷.

Mais, à l'heure présente, le régime de Berlusconi est en train de franchir la frontière qui sépare l'affaiblissement de la Constitution vidée de sa substance de sa subversion au sens littéral. Au moment où j'écris cet article se déroule dans le pays un affrontement très dur concernant des lois qui constituerait la première pierre pour la mise en place du fascisme pur et dur. L'une d'elles empêcherait dans les enquêtes

27. En français dans le texte. (*N.d.T.*)

judiciaires de recourir aux écoutes électroniques (proposées par un magistrat et autorisées par un autre, que cela soit clair) pour presque tous les délits²⁸ et condamnerait les journalistes à un mois de prison et les éditeurs à des amendes astronomiques (presque un demi-million d'euros) pour *chaque* publication des rares écoutes encore admises (en substance, les magistrats ont les mains liées et les journalistes sont bâillonnés et menottés : impunité et silence). Cette loi a été retirée seulement après des mois de mobilisation populaire et parce qu'il était assuré que le président de la République ne la contresignerait pas²⁹.

Ma Berlusconi, ottenuta la fiducia a dicembre, è più che mai intenzionato a farla approvare.

Que le berlusconisme ne soit pas (encore) le fascisme ne doit pas pour autant nous tranquilliser. Le fascisme n'est pas le seul procédé pour enterrer le vivre-ensemble démocratique, c'est le mode historiquement déterminé par lequel cela est survenu à partir du début des années 1920. Il peut y en avoir d'autres, et il y en aura d'autres : dans le mal, l'histoire est toujours généreuse en inventivité. La méthode berlusconienne est déjà une forme inédite de destruction de la démocratie. Il faut seulement se demander si, derrière elle, l'Italie ne constitue pas à nouveau, à moins d'un siècle de

28. Également pour les délits mafieux pour lesquels, théoriquement, les limites ne valent pas. En effet, il est rare que l'on découvre directement une « association mafieuse », par exemple à partir d'un assassinat. On découvre presque toujours l'association mafieuse en enquêtant sur des crimes tels que l'extorsion de fonds, les marchés publics truqués ou le recyclage d'argent sale, pour lesquels des écoutes efficaces deviendraient impossibles.

29. L'article 74 de la Constitution déclare : « Le président de la République, avant de promulguer une loi, peut, avec un message motivé adressé aux Chambres, demander une nouvelle délibération. Si les Chambres approuvent à nouveau la loi, celle-ci doit être promulguée. »

distance, un laboratoire d'avant-garde pour un processus de dégénérescence qui pourrait à nouveau se répandre et infecter toute l'Europe.

Marx, voulant corriger Hegel, soutenait que les faits et les personnages de l'histoire se produisent à deux reprises, mais la première fois sous la forme d'une tragédie et la seconde comme une farce. Et, pourtant, ce propos devait être aussitôt démenti vu que la « farce » de Napoléon « le petit » amena la France à la tragédie de la guerre et de la défaite contre la Prusse, et la bourgeoisie française à la répression sanglante et sanguinaire de la Commune de Paris, sacro-sainte réaction populaire contre cette défaite.

C'est pourquoi l'Europe ferait bien de ne pas se laisser bercer – avec le bellâtre « Mussolini le Petit » d'Arcore³⁰ – dans le minimalisme rassurant et illusoire. Cela fait des années que l'Europe, lorsqu'on parle de Berlusconi, se concentre principalement sur le caractère goujat du personnage, sur son comportement de pitre de cabaret dans les sommets internationaux, sur le côté ridicule de ses implants capillaires et de son visage lifté, sur les vanteries imaginaires d'un Casanova pour midinettes, sur la banalité et la vulgarité de blagues surannées qui ne font rire que celui qui les raconte. Comme le personnage n'est pas sérieux, l'Europe a pensé qu'elle ne devait pas prendre au sérieux la *destruction de la démocratie* que, entre une pique et une blague, « le bouffon de

30. Arcore, petite ville de Lombardie au nord de Milan, dans la province de Monza et Brianza, où Berlusconi a acquis en 1974 la Villa San Martino, immense et magnifique propriété datant des XVIII^e et XIX^e siècles. (N. d. T.)

l'Europe », comme l'appelait *L'Express* sur sa couverture de juillet 2009³¹, est en train de réaliser. Mais quand, dans une démocratie européenne, un personnage burlesque peut accumuler un pouvoir démesuré, la plaisanterie s'est déjà transformée en malheur. Et cela, pas seulement pour le peuple qui la subit, et qui de toute manière est coupable de cette situation, mais aussi pour le reste de l'Europe qui s'en tient de manière irresponsable à la raillerie et à l'ironie au lieu d'assumer les décisions qui ne peuvent attendre pour anéantir le virus de l'anti-démocratie susceptible de la contaminer.

Le mirage des priviléges pour tous

Là où l'Europe a raison, c'est lorsqu'elle nous demande à nous, les Italiens, des explications sur l'éénigme du consensus à l'égard de Berlusconi. Pourquoi sa déclaration de guerre contre la Constitution républicaine rencontre-t-elle une si grande adhésion ? Qu'est-ce qui pousse la moitié des Italiens à cette volupté de la « servitude volontaire » ? En réalité, il n'existe aucun mystère. Les explications sont simples mais, précisément pour cette raison, elles sont souvent refusées. Procédons de manière ordonnée, en commençant avec les intérêts « structurels » que l'antidémocratie de Berlusconi protège et favorise.

Berlusconi se proclame **défenseur** de toutes les libertés. Mais ensuite il sème à pleines mains (voire à pleine vidéo) le mépris pour toutes les minorités, qu'elles soient sexuelles, ethniques ou politiques. Et quand l'insulte provient du sommet du pouvoir

31. *L'Express*, n° 3027, juillet 2009, « Enquête sur le bouffon de l'Europe : BERLUSCONI », par Delphine Saubaber et Vanja Luksic : http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/berlusconi-le-bouffon-de-l-europe_773074.html

exécutif, c'est plus qu'une menace parce que certains l'interpréteront comme un feu vert pour les « voies de fait » (ce n'est pas par hasard si la multiplication des agressions contre les homosexuels devient endémique). Berlusconi hait, en réalité, les libertés libérales, qui protègent les minorités, jusqu'à cette minorité extrême qu'est chaque individu, le *dissident* singulier. Berlusconi est exclusivement le défenseur de **la liberté des loups**, pour laquelle seulement « les plus nombreux » ont le droit d'être protégés, parce que ce sont les plus forts. Avec l'inévitable étape suivante, voire simultanée : la liberté exclusivement de ceux qui possèdent le plus. L'unique liberté que connaisse Berlusconi est celle des esprits animaux du capitalisme sans règle. La liberté **du nanti** comme liberté cannibale, *homo homini lupus*.

Étant donné que dans tous les pays européens il existe une certaine corruption de la part des gouvernants, beaucoup pensent que le cas italien consiste seulement en une proportion de vols un peu plus élevée. Erreur naïve. **L'engraissement** des « cliques » au gouvernement est gigantesque, effronté, systématique, étendant partout sa corruption et il est tellement assuré de l'impunité qu'il s'exhibe avec une arrogance dénuée de toute pudeur. Ce n'est pas un hasard si un kilomètre d'autoroute, de métro ou de ligne à grande vitesse coûte deux, trois ou cinq fois plus cher qu'en France, en Allemagne ou en Espagne. Dans l'Italie d'aujourd'hui, la définition **de Lénine** selon laquelle l'État est le comité d'affaires de la bourgeoisie ne correspond pas à la vérité, tout simplement parce que le gouvernement est le comité d'affaires des malfaiteurs, c'est la criminalité qui est devenue l'État lui-même.

Cette licence sauvage pour la démesure dans le privilège obtient le consensus populaire avant tout grâce à la diffusion de masse du triptyque privilège-illégalité-impunité. La cessation des poursuites dans les abus immobiliers et les régularisations fiscales sur les impôts non payés, par exemple. Les effets sont dévastateurs pour les générations à venir, mais, en attendant, une foule de personnes ont été cooptées pour jouir de l'intérêt immédiat de la violation des lois. Cette « liberté pour les loups » a connu une vraie bacchanale avec la loi sur le retour au pays des capitaux qui a réduit à 5 % la taxe sur les profits non déclarés, laquelle aurait dû se monter à un chiffre dix fois plus élevé, cette loi garantissant pour surcroit un anonymat absolu ainsi que l'impossibilité d'enquêter sur l'origine de ces capitaux, ce qui constitue un véritable blanchiment d'argent opéré par l'État. Quant aux amnisties immobilières répétées, elles détruisent ce qu'il reste de l'une des richesses historiques de l'Italie, la beauté naturelle de ses paysages.

Le principe de l'impunité pour les puissants est en somme rendu populaire par le mirage d'une jouissance pour les masses marquée du sceau de l'*omertà*. Avec quels effets sur l'*ethos* public, cela est facilement imaginable. En réalité, le privilège de l'illégalité impunie n'est pas comme « les pains et les poissons » de l'Évangile : la multiplication connaît des limites si l'on ne veut pas finir comme en Grèce au bord de la faillite, ni même s'y précipiter. Le pays de cocagne de l'illégalité de masse, privilège qui par sa nature même restera distribué d'une manière immensément asymétrique, s'accompagne pour cette raison de la démagogie du rêve et de l'ennemi, à laquelle la télévision donne une puissance démesurée : le père Noël omniprésent des promesses.

Nous ne pouvons pas non plus essayer d'en faire le catalogue tant la fantaisie des effets d'annonce est quotidienne : une véritable « vie en rose³² » issue des résultats hypnotiques pour l'agora cathodique des ménagères et des retraités qui vivent *dans* la télévision.

À cela s'ajoute l'énumération des ennemis qui, **comme de la chienlit**, empêchent l'élosion desdites roses. Il les qualifie de « communistes », bien que le communisme soit éteint depuis plus d'une génération et que pour celui qui a moins de trente ans il soit aussi fantomatique que le croquemitaine de l'enfance. Mais il sert à donner la consistance fantasmagorique du « Mal » à tout ce qui peut limiter ou s'opposer à son pouvoir (par antonomase dispensateur du « Bien »). Depuis les magistrats et les journalistes qui font leur devoir jusqu'au fisc qui prétend faire payer les fraudeurs pratiquant l'évasion fiscale. Il accusera en effet « les communistes » de vouloir réaliser un « État de police fiscale³³ », bien que le centre gauche ait lancé la lutte contre l'évasion fiscale avec le maximum de précautions et en mettant des gants. En somme, « communisme » signifie pour Berlusconi l'égalité des citoyens devant les taxes et les lois, le **b.a.-ba** historique et théorique des démocraties libérales.

Une opposition de gauche indigente et complice

32. En français dans le texte. (*N.d.T.*)

33. A la lettre. Du reste, à une autre occasion, il avait encouragé l'évasion fiscale avec une déclaration officielle, retransmise par toutes les chaînes.

Demeure l'autre aspect qui explique l'énigme. Encore plus banal et donc auquel les observateurs étrangers ne veulent pas croire. La **monstrueuse** stupidité des dirigeants de l'opposition. Quand ce n'est pas de la complicité, ce qui arrive souvent.

Les faits. Berlusconi a été battu deux fois, en 1996 et en 2006. Et il aurait pu être battu dès sa « descente dans l'arène », en 1994, quand tous les sondages donnaient un avantage écrasant au centre gauche, si seulement la coalition démocratique avait pris comme candidat un indépendant au lieu du dernier secrétaire du PCI, Achille Ochetto. Vanité fatale. Berlusconi conduisit une campagne aux couleurs de l'anticommunisme le plus traditionnel et, avec son alliance avec la Ligue du Nord de Bossi et les ex-fascistes, il l'emporta de justesse. Mais deux ans plus tard, il entra en conflit avec la Ligue et on retourna aux urnes. Il suffisait que le centre gauche choisisse comme candidat pour la présidence du Conseil quelqu'un qui n'était pas un ex-communiste, Romano Prodi par exemple (rien d'exceptionnel, mais c'est un économiste estimé et un catholique **« conciliateur »**), pour vaincre largement. Pour Berlusconi, il semblait que c'était la fin. Non seulement comme politicien mais aussi comme entrepreneur, et c'était même la fin **de son ascension personnelle**. Prenez les journaux de l'époque : on se demandait qui prendrait la place de Berlusconi pour le *leadership* des droites (« qui » la prendrait et non pas « si » on la prendrait), quand ses entreprises accablées de dettes astronomiques seraient déclarées en faillite (« quand » et non pas « si »), laquelle, parmi les enquêtes judiciaires si nombreuses qui le concernaient, et pour de graves délits, le mènerait en prison (« laquelle » et non pas « si une »).

À ce moment-là, voici quel fut le coup de génie de Massimo D'Alema, qui avait succédé à Occhetto comme secrétaire de l'ex-PCI : au lieu d'agir pour mettre définitivement hors jeu Berlusconi (il suffisait de ne rien faire !), il lui proposa de jouer avec lui le rôle de père d'une Constitution « refondée », avec la conviction démente que Berlusconi était le plus faible des adversaires possibles et qu'il fallait donc le sauver. La suite est connue : canonisé par l'ex-PCI comme « père constituant », Berlusconi réaffirma son *leadership* sur sa coalition, il trouva des crédits opulents dans des banques, il obtint des lois bipartisanes qui lui évitèrent la prison. Et donc, en 2001, il remporta les élections. Mais il gouverna tellement mal que, à deux mois du vote de 2006, Prodi avait vingt points d'avance dans les sondages. La campagne électorale du centre gauche fut pourtant un chef-d'œuvre de stupidité et de masochisme, et la victoire finale se fit sur la base de quelques milliers de voix. Toutefois, grâce à la loi électorale, la majorité à la Chambre des députés resta large. Au Sénat, en revanche, elle ne fut que de deux sièges. Mais seulement parce que le centre gauche avait refusé l'appui de « listes civiques régionales » indépendantes (de gauche) déjà prêtées dans presque toutes les régions et créditées de résultats – selon les zones – entre 3 et 12 %. Les dirigeants du centre-gauche expliquèrent qu'un succès des « listes civiques » aurait représenté un « problème politique ». Traduction : plutôt perdre, pour continuer à contrôler « leur électorat » en ayant un monopole sur lui, que gagner avec l'appui d'une partie de la « société civile ». C'est ainsi que le second gouvernement Prodi, otage des anciens alliés de Berlusconi qui avaient tourné casaque par pur opportunisme, tomba deux ans après.

En somme, jamais ascension ne fut plus résistible que celle de Silvio B.

Du reste, durant les sept années où le centre gauche a été au gouvernement, il ne s'est distingué en rien de ce que fera Berlusconi sur les deux thèmes qui dominent la politique italienne depuis 1992 : la justice et la télévision³⁴. Et quand il sera dans l'opposition, une opposition évanescante, il se préoccupera surtout d'empêcher que les mouvements autonomes de la société civile, qui portèrent à deux reprises dans les rues plus d'un million de personnes³⁵, ne se transforment en force politique organisée.

Berlusconi a, en revanche, su profiter de la vague « antipolitique » qui parcourt la société et se présenter comme l'alternative aux politiciens professionnels, alors que jusqu'ici personne à gauche n'a su en faire autant. Pis, on a continué à gauche à condamner le sentiment croissant d'indignation et de colère à l'égard de la classe politique comme une manifestation **de populisme**. Et, pourtant, le mépris qui frappe la « caste³⁶ » est ambivalent, il peut suivre le chant des sirènes en faveur de l'homme fort et d'un gouvernement plus autoritaire, mais aujourd'hui il exprime le plus souvent la volonté d'une politique radicalement plus démocratique, proche des citoyens et

34. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui l'unique opposition qui apparaisse soit celle de Gianfranco Fini, cofondateur avec Berlusconi du parti Popolo della libertà, aujourd'hui en rupture et en conflit et qui commence à reconnaître la validité de toutes les critiques que pendant des années nous avons adressées au « petit duc d'Arcore ».

35. En septembre 2002 avec les *girottoni*, les « rondes citoyennes » (sur l'initiative de Nanni Moretti, de Pancho Pardi et de l'auteur de cet article) et en novembre 2009 avec le « peuple violet » convoqué par l'intermédiaire de Facebook – les deux fois place San Giovanni à Rome.

36. C'est l'expression entrée désormais en usage après le retentissant succès du livre *La Casta*, avec plus d'un million d'exemplaires vendus, dans lequel les journalistes du *Corriere della sera* Sergio Rizzo et Gian Antonio Stella analysent tous les priviléges dont bénéficient les dizaines et dizaines de milliers de politiciens, du Parlement aux petites communes. (Sergio Rizzo, Gian Antonio Stella, *La casta. Così i politici italiani sono diventati intoccabili*, Milan, Rizzoli, 2007).

contrôlée par eux. La paresse journalistique la définit comme « antipolitique » mais, si c'est le cas, il s'agit d'un refus du pouvoir des partis, de la partitocratie, et elle réclame « plus de politique » et sa restitution aux citoyens.

La démocratie fondée sur le monopole de professionnels à vie de la politique a en effet transformé la sphère publique en sphère privée, l'activité de représentation en un métier autoréférentiel dont la mesure est **l'enrichissement** personnel que l'on peut en retirer. Dans cette situation, le rapport entre représentant et représenté se renverse. Le « représenté » ne se sent pas du tout représenté, il sent qu'il peut seulement choisir entre des « aliénations » plus ou moins complètes de sa volonté. Ce n'est pas un hasard si la participation au vote diminue, et même quand celle-ci reste élevée, les citoyens déclarent dans le sondage du lendemain toute leur défiance à l'égard de celui qu'ils viennent à peine d'élire. « Ce sont tous les mêmes », « l'un ne vaut pas plus que l'autre », « bonnet blanc et blanc bonnet³⁷ » jusqu'à ces mots : « De toute manière, ce sont tous des voleurs. »

La vie politique est désormais *exclusivement* une carrière, à l'intérieur d'un circuit investissement-consensus-profit-nouvel investissement. Si l'on ne s'attaque pas au noyau de la partitocratie, si l'on n'élabore pas une stratégie pour la réduire au minimum, l'alternative se trouvera entre deux manières de congédier la démocratie : la forme partitocratique et la forme populiste et autoritaire. Les gauches actuellement existantes (les gauches sociales-démocrates et autres risibles troisièmes voies) sont non seulement incapables d'affronter la difficulté mais même de se la poser vu qu'elles sont

37. En français dans le texte. (*N.d.T.*)

partie intégrante et *structurelle* du problème lui-même. C'est pourquoi elles sont incapables de tirer avantage d'une crise financière qui a pourtant offert aux amis de l'égalité des cartes décisives. Elle a en effet démontré, du point de vue de la divinité capitaliste elle-même, l'efficacité, la nécessité d'une transformation radicale à partir de la prise démocratique de la Bastille de la « libre » finance. La gauche, en somme, est toujours plus loin de ses électeurs potentiels, qui justement sont exigeants en matière de *plus d'« égalité et de liberté ».*

À droite, en revanche, les réactionnaires et les conservateurs sont capables de jouer sur les deux tableaux, l'affaiblissement partitocratique et la subversion constitutionnelle. Et, pourtant, il suffit pour la gauche de se présenter, même à doses homéopathiques, comme étrangère aux rites de la dérive partitocratique pour l'emporter³⁸. Désormais, en Europe, vaincra celui qui saura occuper la casemate stratégique de l'antipolitique. Abandonner celle-ci aux nouvelles droites chargées de ressentiment raciste, voilà le crime que les gauches sont en train de commettre. Parce qu'elles sont compromises jusqu'à la moelle dans les intérêts de l'*establishment*.

Une préfiguration de l'avenir de la démocratie en Europe ?

Certains pourraient continuer à penser que Berlusconi représente à peine plus que l'amplification des défauts de toutes les droites européennes. Ce serait de l'aveuglement.

38. Jospin, Zapatero, Prodi.

La liberté du loup réservé au privilégié, le jacobinisme des « gens de bien » sont présentés par le despotisme médiatique de Berlusconi comme la garantie contre la vocation « policière » et « inquisitrice » – en somme stalinienne et ce, de manière incurable – des « communistes ». La loi « mains liées pour les magistrats et bouche bâillonnée pour les journalistes » est présentée comme une protection de la vie privée. Cela, c'est la légende. La réalité, c'est au contraire un régime policier, mais contre « les derniers », « les petits ». Pour les étrangers extracommunautaires existent désormais en Italie d'authentiques camps de concentration, les prisons regorgent de petits dealers et aussi de « petites mains » des mafias, mais la criminalité des marchés publics, de l'escroquerie et du blanchiment d'argent, de la corruption politique, de l'espionnage industriel « amical » et, enfin, l'étage supérieur de la criminalité organisée (celui qui commande vraiment) sont désormais *protégés* par la loi. La justice de classe, de pratique du pouvoir qu'elle était, est transformée en ordonnancement juridique.

Pour le tissu social, tout cela est catastrophique. Chaque loi promulguée pour immuniser les amis et autres « amis d'amis » fait rejaillir ses effets d'impunité sur une sphère criminelle plus vaste étant donné qu'une loi *parfaitement* de classe, qui discriminerait par revenu et par statut, n'est pas (encore ?) possible. Les mafias en Italie n'ont jamais été autant choyées que sous les gouvernements Berlusconi. Mentant à tue-tête, le régime braille aux quatre vents en disant que jamais la mafia n'a été combattue avec plus de dureté et avec plus d'efficacité, mais en même temps Berlusconi lance

l'anathème contre le roman de Roberto Saviano, *Gomorra*³⁹, parce qu'il diffamerait l'Italie et la traînerait dans la boue. En somme, la légalité, voilà l'ennemi. D'autant plus quand l'imbrication entre politique/affaires/criminalité commence à s'affirmer comme une caractéristique structurelle d'une grande partie de l'Europe. Même de ce point de vue, l'Italie, à la suite de la Russie de Poutine, risque de servir d'éclaireur aux autres démocraties de l'Occident.

Notons le paradoxe : historiquement, les droites sont le parti de « la loi et l'ordre », ce sont les gauches que l'on taxait de permissivité et d'abus dans la justification sociologique pour excuser les criminels, tandis que les droites brandissaient l'étandard de la tolérance zéro. De ce point de vue, Berlusconi, c'est au premier abord le monde (de la droite) à l'envers. En réalité, il marque une transformation profonde : une fois que la magistrature peut appliquer, avec une pleine autonomie par rapport au pouvoir politique (et financier), la tolérance zéro ou, du moins, ses rudiments, on approche de ce que les *establishments* abhorrent : la réduction matérielle drastique, en plus de sa réduction légale, du privilège lui-même. La légalité démocratique, si elle est cohérente, c'est le pouvoir des sans-pouvoir.

Berlusconi représente pour cette raison probablement la droite de l'avenir, qui ne pourra pas tolérer, pas même sur le plan des principes, l'égalité politico-juridique, si elle risque de se transformer en réalité. Elle devra *constitutionnaliser* le privilège, donner une forme légale à la société des nouvelles castes. La Russie de Poutine, avec ses

39. Roberto Saviano, *Gomorra : dans l'empire de la camorra*, traduit de l'italien par Vincent Raynaud, Gallimard, 2007. (N.d.T.)

oligarchies et ses mafias, ses journalistes qui risquent la suppression physique, une magistrature asservie, en constitue le prototype. Voilà pourquoi l'Europe risque plus que jamais de subir la contagion du berlusconisme, ce poutinisme adapté à l'Occident.

L'**horrible** modèle de Poutine est exorcisé en étant présenté comme une transition ratée du totalitarisme vers la démocratie. Mais maintenant en Italie on célèbre la régression de la démocratie au risque d'un totalitarisme inédit. Minimiser revient à se nuire à soi-même.

Nous avons déjà souligné que dans le berlusconisme un autre ingrédient historique du fascisme prend racine : le cléricalisme. L'aversion pour la laïcité, qui du reste constitue un effet collatéral de la haine pour la pensée critique. Comme le fascisme, le berlusconisme est prêt à rendre hommage, sous les formes les plus avilissantes, à la hiérarchie de l'Église, à la servir avec tous les dons de Mammon, à traduire en lois toutes les monstruosités antilibérales de sa bioéthique. Pourvu que l'Église, de manière maternelle, sache absoudre à l'avance et envelopper dans le silence les faiblesses de la chair (toujours les mêmes : l'argent et le sexe) du régime qui fait tant pour la « vraie religion ». Mais si l'Église, ingrate, se hasarde à critiquer, les méthodes mafieuses la frapperont aussi au sommet⁴⁰. Du cléricalisme version post-moderne de toute manière : la genuflexion et le respect de la morale vont de pair avec la vulgarité la plus débraillée sur le petit écran, parce que *business is business* et que l'on n'obtient pas de l'audience avec des « *pater ave et gloria* ».

40. Le cas de Dino Buffo fut retentissant. Directeur du quotidien de la Conférence épiscopale italienne (CEI) *L'avvenire*, il avait critiqué, avec mille précautions, les comportements sexuels de Berlusconi. *Il Giornale*, propriété de la famille Berlusconi, publia un faux « document judiciaire » qui l'accusait d'homosexualité et de délits sexuels pour lesquels il aurait négocié sa peine.

G

Concluons. Aucune des actions de Berlusconi, prise isolément, ne peut être accusée de renversement de la démocratie dans son contraire. Tous les gouvernements occidentaux, plus ou moins, sont confrontés à l'écart entre la poésie des Constitutions et la prose de l'action gouvernementale. Mais, justement, c'est le degré de ce « plus ou moins » qui est décisif. De fait, Umberto Eco, qui pourtant n'a jamais participé à l'engagement plus radical et important d'autres intellectuels (peu nombreux) contre le berlusconisme, a raison : « Quand une transformation des institutions du pays se produit pas à pas, c'est-à-dire par doses homéopathiques, il est difficile de dire que chacune, prise en elle-même, préfigure une dictature [...] peut-on dire que la loi Alfano⁴¹ préfigure une tyrannie ? Sottises. Et mettre à l'amende les écoutes attente-t-il vraiment à la liberté d'information ? Allons donc [...]. La fonction des coups d'État rampants est de faire que les modifications constitutionnelles ne sont presque jamais perçues [...]. Et quand leur somme aura produit, non pas la deuxième, mais la troisième

41. Il s'agit d'une loi du gouvernement Berlusconi présentée par le ministre de la Justice, Angelino Alfano, qui permettrait d'arrêter les procès en matière pénale pour les détenteurs des plus hautes charges de l'État, en particulier la présidence du Conseil. La loi fut votée par le Sénat et la Chambre des députés, le 22 juillet 2008, mais, le 7 octobre 2009, la Cour constitutionnelle a déclaré le « Lodo Alfano » contraire à la constitution par 9 voix contre 6. La réaction du pouvoir fut violente : Silvio Berlusconi dénonça la Cour constitutionnelle comme une Cour « de gauche » tandis que le chef de la Ligue, Umberto Bossi, chercha à susciter une protestation populaire, en menaçant de se rebeller avec les armes. Mais, en octobre 2010, le gouvernement essaie de faire repasser cette loi. (*N. d. T.*)

République il sera trop tard [...] parce que la majorité aura absorbé les changements comme quelque chose de naturel et elle se sera, pour ainsi dire, mithridatisée⁴². »

Le berlusconisme, ce n'est pas le fascisme. Mais seulement parce que c'est l'équivalent fonctionnel et post-moderne du fascisme. Parce qu'il constitue la destruction de la démocratie libérale dans les conditions du nouveau millénaire, à l'époque de la domination de l'image, de la mondialisation des marchandises et de la démesure dans la manipulation de la vérité.

Paolo Flores d'Arcais.

Traduit de l'italien par Gérald Larché

42. Umberto Eco, « Noi contro la legge », *L'Espresso*, 28 mai 2010.